

DÉCLARATION

*De MM. les CURÉS, VICAIRES & autres
ECCLÉSIASTIQUES du Doyenné DE
VILLERS-BOCAGE, Diocèse de Bayeux,
au sujet du Serment décrété par l'Assemblée Nationale, le 27 Novembre 1790.*

Cau

FRC

Suppl.

52

LE Chrétien & principalement le Pasteur, doit être toujours prêt à rendre compte de sa conduite & de sa foi. Ce devoir en ce moment plus pressant & plus impérieux que jamais, ne nous permet pas de garder le silence. Nous devons fermer la bouche aux hommes imprudens ou peu éclairés, qui nous feroient un crime de n'avoir pas prêté, ou de n'avoir prêté qu'avec des exceptions le serment décrété par l'Assemblée nationale le 27 Novembre dernier. Nous devons donner un démenti public & solennel à ceux qui par des calomnies, dont il est aisé d'apprécier les motifs, nous auroient imputé de l'avoir prêté purement & simplement. Nous devons enfin comme des sentinelles établies pour garder la maison d'Israël, prémunir nos freres contre les dangers qui la menacent. Nous déclarons donc à la face de l'univers, dans la simplicité de notre cœur & la droiture de notre ame, mais avec tout le courage & l'intrépidité qu'inspirent le zèle de la religion, l'amour de la vérité, la défense des droits de J. C. & la

S. Pierre.
1. Epître.
Ch. 1. v.

Ibid. 1.
Ep. Ch. 2.
v. 15.

Ezéchiél
Ch. 3. v.
17.

2 aux Cor.
Ch. 1. v.
12.

Matt. 10.
v. 32.

Matt. 10.
v. 27.

cause de son église, nous déclarons hautement & nous prêcherons, s'il le faut, sur les toits ce que nous avons penté de ce serment qui cause tant de troubles & d'alarmes dans le royaume.

Dès le premier aspect nous n'avons pas hésité un instant à reconnoître qu'aucun fidèle, à plus forte raison aucun ecclésiastique, ne pouvoit en conscience prêter ce serment suivant la forme pure & simple dans laquelle il est décrété, dans son intégrité, sans exception, sans modifications. Nous avons porté ce jugement d'après les maximes invariables de la saine morale, d'après les règles prescrites pour cet acte religieux & par la droite raison & par les saintes-Écriture; vé-

Jérémie.
Ch. 4. v.
1.

rité qui n'admet ni équivoque ni restriction mentale; discernement prudent & sage qui exige non-seulement une vraie nécessité, mais encore une connoissance claire & distincte de l'objet du serment, de ses conséquences & de tout ce qui peut y avoir rapport; justice qui ne permet pas de s'engager à des choses qui seroient contre la loi naturelle, contre la loi divine, contre les loix & la discipline générale de l'église, contre l'intérêt de la nation, & le bien commun de l'état.

Nous avons regardé, & nous regarderons toujours comme un devoir sacré, une obligation de droit naturel & divin pour tout ministre de J. C., de veiller avec soin sur les fidèles qui lui sont confiés, nous ajoutons, & de leur procurer au péril même de sa vie les secours spirituels dont ils auroient besoin dans les circonstances les plus critiques. Nous osons nous flatter que sur cet objet nos peuples ne croient pas ce serment né-

2 aux Cor.
Ch. 11 &
12.

cessaire de notre part. Notre zèle connu, l'ex-

3

périence qu'ils en ont faite leur vaut de caution
& de garant.

La fidélité à la Nation & au Roi, sont des sentimens gravés profondément dans le cœur des François. Nous ne cessons de former des vœux & de lever les mains vers le Ciel, pour le bonheur de l'un & de l'autre. Hé comment pourroit-on suspecter notre fidélité envers une nation dont nous faisons partie, envers nos concitoyens, qui sont nos amis, nos parens, nos freres, envers des hommes à qui nous tenons par tous ces liens, & plus encore par la charité chrétienne qui est le lien le plus parfait de la société ! Comment ne pas chérir un Roi qui ne désire que la félicité de son peuple ! Il n'appartient qu'à des hommes dénaturés, qu'à des monstres de contrister le cœur du meilleur des Monarques.

Ep. aux
Col. Ch.
3. v. 14

Nous avons toujours prêché, & nous continuerons de prêcher la soumission aux puissances, l'obéissance aux loix qui ne commandent rien de contraire à celle de Dieu, le Suprême Législateur. J. C. notre divin Maître nous en a fait un précepte & par ses paroles, & par son exemple ; mais d'après ses oracles nous ne séparerons point, *ce que nous devons à Dieu de ce que nous devons à César*. Nous ne perdrons jamais de vue la réponse de St-Pierre & des autres Apôtres aux magistrats de Jérusalem, *il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes*.

Ep. aux
Rom. Ch.
13. v. 1.
& suiv.

Matt. ch.
22. v. 21.

Actes des
Ap. ch. 5.
v. 29.

Le serment de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale, quelque librement acceptée par le Roi qu'on pût la supposer, seroit au moins très-imprudent, indiscret & téméraire. Cette constitution n'étant

point encore achevée, jurer indéfiniment de la maintenir, seroit jurer en aveugle, ce qui répugne autant à la prudence qu'à la religion. Est-il plus sûr & plus permis de jurer seulement ce qui est décrété? Nous pensons que ce serment seroit contre les droits de la nation, & peut-être contre le plus grand bien de l'état. Cette constitution n'est pas telle sans doute que la Nation, de concert avec le Roi, ne puisse la changer, la réformer, ou la perfectionner. C'est un droit imprescriptible que conserve tout peuple, toute nation, droit absolument nécessaire à tout gouvernement, de faire à ses loix & à sa constitution tous les changemens que peuvent exiger les besoins, à proportion que les lumières ou l'expérience, cette grande maîtresse des choses humaines, y font découvrir quelque vice ou quelque imperfection. L'Assemblée nationale ne contestera pas certainement ce droit aux François. Elle n'est point infallible; elle n'a pas la présomption de le croire. Pourrons-nous donc en bons citoyens, en bons patriotes, prêter ou conseiller ce serment si général & si absolu?

Ministres de J. C., si l'on pouvoit adopter cette dénomination nouvelle, nous avons des devoirs encore plus essentiels & plus importants à remplir envers nos compatriotes. En acceptant la mission de l'église, nous nous sommes chargés de retenir dans son sein ceux qui ont le bonheur d'y être, & de travailler à y faire rentrer ceux qui s'en seroient séparés. L'amour sacré de la patrie, l'intérêt le plus précieux de la nation nous impose l'obligation indispensable de concourir de tout notre pouvoir avec les premiers pasteurs, à lui conserver le dépôt de la

5
 foi dans toute sa pureté, à maintenir la religion de nos peres, la religion catholique, l'unique véritable, la seule dans laquelle on puisse obtenir le salut éternel, religion vraiment nationale des français, qui remonte à la plus haute antiquité (1); religion que nos Rois à leur sacre s'engagent par serment à maintenir, à protéger, à défendre. Malheureusement plusieurs décrets de la nouvelle constitution prétendue *civile* du clergé, (nous le disons, pénétrés de la plus vive douleur; mais nous ne pouvons nous empêcher de le reconnoître) plusieurs articles de cette constitution ébranlent les bases, sapent les fondemens de cette auguste religion, anéantissent l'autorité spirituelle de l'église, renversent la hiérarchie ecclésiastique, méconnoissent la primauté de juridiction du souverain pontife dans toute l'église, & ne tendent qu'à introduire les erreurs de Luther & de Calvin. (Voyez l'histoire des Variations, par M. Bossuet).

1 Ep. à
 Tim. ch.
 6. v. 20.

Nous avons sans préjugé, avec toute la tranquillité d'ame dont nous sommes capables, avec les intentions les plus pures, confronté ces différens décrets avec l'écriture & la tradition, avec les Conciles & l'histoire Ecclésiastique. Nous n'avons apperçu dans cette comparaison que de nouveaux motifs de la plus juste inquiétude, & des raisons de nous confirmer dans la persuasion la plus forte qu'aucun catholique inf-

(1) « On dit que St-Paul passa par les Gaules, & y
 » laissa des évêques de ses disciples, Crescent, à Vienne;
 » Paul, à Narbonne; Trophime, à Arles; (archevêché
 » supprimé) qui fut la source d'où la foi se répandit par
 » toutes les Gaules. Fleury, hist. Eccl. livre 2. n. 7.

truit ne peut en conscience prêter le serment pur & simple de maintenir cette constitution.

Titre 1.
art. 1, 2 & 3. Nous avons vu dans cet examen impartial la puissance spirituelle d'instituer & de destituer les évêques, envahie par la majorité de l'Assemblée dans la suppression de plus de cinquante évêchés, & dans l'érection de nouveaux sièges épiscopaux & métropolitains, sans le concours de l'église, à qui seule appartient incontestablement ce droit. Nous avons vu la même usurpation commise dans la nouvelle circonscription des diocèses, par laquelle d'autorité privée on a prétendu dépouiller la plupart des évêques de la juridiction qu'ils avoient seuls sur tous leurs diocésains, pour la transférer à d'autres qui ne l'avoient pas, & ne pouvoient la recevoir que de l'église. (Conciles de Nicée, de Sardique, premier de Carthage, premier de Constantinople, de Calcédoine, d'Ephèse, de Trente.)

Tit. 1. art. 4. & tit. 2. art 19. Nous avons vu réduite à une simple lettre de politesse & d'avis, l'unité de foi & de communion avec le chef de l'église, le pape, le successeur de St-Pierre, dont le grand Bossuet disoit il y a plus d'un siècle aux protestans dans un ouvrage fait pour les détromper des calomnies que débitoient leurs ministres contre la doctrine de l'église catholique : « Nous reconnoissons cette » même primauté (de St-Pierre) dans les successeurs du prince des apôtres, auxquels on » doit pour cette raison, la soumission & l'obéissance que les saints Conciles & les saints Peres » ont toujours enseignée à tous les fidèles. (Exposition de la doctrine de l'église catholique sur les matières de controverse, n° 22). Le but de cet ouvrage, approuvé par le souverain pontife, &

par le clergé de France, ne permet pas de suspecter le savant auteur d'avoir exagéré.

Nous avons vu les évêques qui sont établis Actes des Ap. ch. 20 v. 28. par l'Esprit-Saint pour gouverner l'église de Dieu, assujettis dans le nouveau plan à l'autorité de leurs vicaires, sans laquelle ils ne pourroient faire aucun acte de juridiction, Tit. 1. art. 14, & tit. 2. art. 22. sinon provisoirement dans le cours de leurs visites, vicaires dont la pluralité des voix deviendrait par conséquent la règle nécessaire des supérieurs en ce qui concerne le gouvernement du diocèse, & même du séminaire, ce qui renouvelle l'hérésie des Presbytériens, proscrite par le concile de Trente.

Nous avons vu dans beaucoup d'autres décrets réputés constitutionnels, différens articles contraires à la doctrine & à la discipline de l'église, les chapitres des cathédrales supprimés, les nouveaux vicaires institués pour les remplacer dans l'exercice de la juridiction épiscopale pendant la vacance du siège, les monastères ouverts, l'apostasie des religieux autorisée au grand scandale des peuples, l'abolition des vœux solennels de religion pour les personnes de l'un & de l'autre sexe, vœux admis dans tous les états catholiques, &c. ; le tout également par l'autorité privée de la majorité de députés presque tous laïcs, dont plusieurs séparés de la communion de l'église romaine.

L'instruction publiée par ordre de l'Assemblée nationale n'a pu nous rassurer sur la teneur de ces décrets. Nous y avons remarqué avec surprise diverses qualifications prodiguées avec peu de ménagement, à ceux dont le serment bleffoit la délicatesse. Est-on donc ennemi du bien public, de l'ordre & de la loi, intéressé à foment

& à perpétuer des troubles, ennemi de la constitution, perturbateur du repos public, parce qu'on ne croit pas pouvoir composer avec sa foi & sa conscience? ces épithètes vraisemblablement sont échappées dans une lecture rapide à l'attention de l'Assemblée nationale, toujours éloignée du dessein de dominer les opinions & de tyranniser les consciences. Elle eût senti que ces imputations ont été dans tous les siècles les prétextes ordinaires de la persécution. (Voyez le nouveau Testament, & toute l'histoire Ecclésiastique). L'Assemblée déclare dans cette instruction qu'elle a respecté les dogmes, qu'elle n'a point méconnu les droits de l'Eglise, qu'elle ne s'est point emparée de l'autorité spirituelle, qu'elle ne l'a ni fait, ni pu, ni voulu faire. Nous n'avons point jugé les intentions. Nous ne prétendons point nous arroger ce droit, quoique nous ayons trouvé matière à bien de réflexions, en voyant l'acharnement avec lequel certains membres ont pressé l'exécution de la loi du serment, en considérant les rapports & la conformité qu'elle présente avec celle de Henri VIII, pour le serment qu'il exigea de tout le clergé d'Angleterre, lors du malheureux schisme de ce royaume, &c.

V. l'hist.
Eccl. de
M. Fleury
liv. 134,
surtout n.
147 & 148.

Ce sont les décrets en eux-mêmes que nous avons examiné. C'étoit là l'objet qui intéressoit notre conscience, pour décider si nous pouvions prêter le serment avec vérité, avec discernement, avec justice. Ils nous ont paru de plus en plus tendre à dépouiller les évêques d'une puissance qu'ils ne tiennent que de J. C., à en revêtir d'autres d'une juridiction que l'Eglise seule a droit de donner, à méconnoître l'autorité de la chaire de St-Pierre, qui, pour parler encore avec M. l'é-

vêque de Meaux, (*ibidem*) a un fondement si certain dans l'Evangile, & une suite si évidente dans la tradition; en un mot à rendre la puissance spirituelle de l'église, dépendante de la puissance civile ou temporelle.

S. Cyp. Ep.
§ 9. l'appelle
la source
de l'unité
sacerdotale.

Tel est notre sentiment sur la question du serment exigé par le décret du 27 Novembre, dont nous avons rendu compte à Monseigneur notre évêque, dans une lettre que M. notre Doyen a bien voulu se charger, sur la fin de Janvier, d'écrire en notre nom à ce digne prélat. Ayant reçu vers le même temps la *Déclaration* que sa Grandeur a faite en réponse à la *Lettre & aux Décrets qui lui avoient été adressés par MM. les Administrateurs du Directoire du District de Bayeux*, nous lui exprimâmes la satisfaction avec laquelle nous y avons reconnu les principes qui avoient guidé nos décisions avant même qu'elle nous fût parvenue, & la disposition sincère où nous étions tous d'imiter la fermeté & le zèle vraiment apostolique, dont il nous donne l'exemple. Nous lui avons protesté que nous ne connoîtrons point d'autre pontife que lui, ou ses successeurs élus suivant les formes avouées par l'église; que nous formons, & formerons toujours les vœux les plus ardens pour la conservation de ses jours; que nous n'abandonnerons point le soin de nos paroisses & nos fonctions respectives, à moins que nous n'y soyons forcés par la violence, ou que l'église ne nous le commande.

La lettre
est du 3
fév.

Nous renouvelons aujourd'hui solennellement ces protestations, & nous adhérons d'esprit & de cœur à la susdite *Déclaration* de Monseigneur notre Evêque. Nous espérons avec le secours de Dieu, que *ni les tribulations, ni les misères, ni la*

Ep. aux
Rom. ch.
8. v. 35, 38
& 39.

faim, ni la nudité, ni les dangers, ni la persécution, ni le glaive, ni la crainte de la mort, ni l'attachement à la vie, ni les principautés, ni les puissances de la terre, ni le présent, ni l'avenir, ni la violence, ni le désir de l'élévation, ni le plus profond avilissement, ni aucune créature, ne seront capables de nous séparer de l'amour de Dieu en Jésus-Christ Notre Seigneur, que rien de tout cela ne ralentira notre zèle pour conserver à nos frères, à notre chère patrie, à la nation françoise la religion catholique, apostolique & romaine, dans laquelle nous voulons nous-même vivre & mourir.

Arrêté le 9 Mars 1791.

Signés, Levêque, Curé de Tracy, Doyen ; Moulland, Curé de Sermetot ; Faucon, C. de St-Germain-de-Villers ; Le Forestier, C. d'Anctoville, *pro 1^a* ; Dubosq, C. de St-Georges, *pro 1^a* ; Dolley, C. de Coulvain ; Le Renard, Vicaire d'Epinay-sur-Odon ; Le Hericy, C. de Villy, *pro 2^a* ; Guy, C. de Livry ; C.-C. de Chantepie, C. du Fresne ; Le Fèvre, Prêtre ; P.-G. Mathan, C. de Villy, *pro 1^a* ; Adam, V. de Cahagnes ; Le Hericy, Prêtre ; Menard, V. de Villy ; J.-C. Heleine, Curé de Longvillers ; Heudier, Prêtre ; P. Levêque, Chapelain du St-Rosaire, à Tracy ; Denis, Curé de St-Georges-d'Aunay, *pro 2^a* ; J. Hébert, C. de Feuguerolles ; J.-B. Colette, C. d'Amayé-sur-Seulles ; Nativelle, C. de Maisongelles ; P. Bures, Prêtre, Vic. d'Anctoville ; Devicq, Prêtre approuvé dans la Paroisse d'Epinay ; Deschamps, Vic. de Cahagnes ; Victor Adde, Vic. de Jurques ; De Vennoix, C. d'Anctoville, *pro 2^a* ; Buffard, C. de

la Bigne ; Doyere , C. de Jurques ; Deslandes ,
 Vic. de St-Germain-d'Ectot ; Corbel , Prêtre ;
 P. Delaunay , Prêtre ; Levêque , Chapelain de
 l'hôpital de Villers ; P.-F. Boissard , Curé de St-
 Germain-d'Ectot ; J.-G.-A. Levêque , Prêtre ;
 J. Roger , Prêtre ; P.-E. Bertor , Acolyte ; Le
 Bret , Prêtre approuvé dans la paroisse de Jur-
 ques ; De la Rue , Vic. de la Bigne ; N.-C. Hue ,
 Diacre ; Feret , C. de St-Louet ; E.-C.-A. Maffier ,
 Prêtre , approuvé pour le Fresne ; Duhamel , C.
 de St-Jean-des-Effertiers ; F. Deschamps , C. de
 St-Ouen ; N. Vergy , Prêtre , approuvé de Ca-
 hagnes ; La Troette , Curé de St-Martin-de-la-
 Beface ; Angot , Prêtre , Commis pour M. le
 Prieur de Cahagnes ; Vergy , Vicaire des Loges ;
 G.-F. Dacquerville , Prêtre ; J. Maffelin , C. de
 Dampierre ; Carel , C. des Loges ; L.-F. Doyere ,
 Vic. de St-Jean-des-Effertiers ; P.-L. Pivet ; Vic.
 de Dampierre ; S.-P. Deschamps , Vicaire de St-
 Ouen ; J. Bourdon , Vic. de Septvents ; Cally , V.
 de St-Martin-de-la-Beface ; Bailleul , Prêtre ;
 J.-B.-M. de la Fontaine , Prêtre ; P.-J.-F. Liot ,
 Vic. de Septvents ; Dreux , ancien Curé de la
 Ferriere au Doyen ; Bazin , ancien Curé de
 Trouffauville ; Denise , Vic. de Livry ; Pierre
 Aubey , Vic. de Sermentot ; Feuillet , Prêtre ,
 approuvé pour St-Germain-d'Ectot.

M. Ygouf , Prieur-Curé de Cahagnes , étoit
 dans les mêmes sentimens que nous. Il n'a point
 prêté le serment. Il est mort le 6 Mars. Nous de-
 vons ce témoignage à la mémoire d'un Confrère
 universellement estimé & regretté.

